#Comorestice
ASSOCIATION

COLLOQUE INTERNATIONAL

#COMORESTICE 4

“ **L’Afrique francophone :** la recherche comme levier d’un développement effectif des secteurs de l’éducation, de la santé et de l’économie verte. ”

Résumés des communications

ÉDUCATION SANTÉ ÉCONOMIE VERTE

www.comorestice.fr

#ComoresTice

contact@comorestice.fr / comorestice@gmail.com

Les 16 et 17 octobre 2026

Médiathèque Annie Ernaux .
125 Av. Division Leclerc, 93430 Villetaneuse

Colloque international #ComoresTice 4.

L'Afrique francophone : la recherche comme levier d'un développement effectif des secteurs de l'éducation, de la santé et de l'économie verte

INTRODUCTION

Chères participantes, chers participants,

C'est avec un grand plaisir que nous vous souhaitons la bienvenue au **4e colloque international #ComoresTice**, consacré au thème : **« L'Afrique francophone : la recherche comme levier de développement »**.

Cette rencontre scientifique, organisée sur deux journées, entend réunir une communauté plurielle composée de chercheurs, d'enseignants-chercheurs, de doctorants, de responsables institutionnels, de décideurs publics ainsi que de professionnels et d'acteurs engagés dans les dynamiques de développement.

L'organisation de ce colloque intervient dans un contexte où les sociétés africaines connaissent de profondes mutations. Depuis les indépendances, les États africains ont progressivement construit et réformé leurs politiques publiques afin de répondre aux besoins de leurs populations et d'accompagner les transformations économiques et sociales. Les secteurs de l'éducation, de la santé et de l'économie ont notamment fait l'objet de nombreuses politiques et stratégies nationales, souvent élaborées en interaction avec les orientations proposées par les institutions internationales, d'abord à travers les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), puis dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD).

Ces différentes politiques ont incontestablement contribué à certaines évolutions positives. L'accès à l'école s'est élargi dans plusieurs pays, des progrès importants ont été réalisés dans le domaine de la prévention et de la prise en charge de certaines pathologies, tandis que plusieurs économies africaines ont connu des transformations significatives. Toutefois, ces avancées demeurent inégalement réparties et ne suffisent pas à résoudre les difficultés structurelles auxquelles les sociétés africaines restent confrontées.

L'éducation constitue, à cet égard, un premier champ de questionnement majeur. L'augmentation du nombre d'enfants et de jeunes scolarisés représente une avancée importante, mais elle ne garantit pas, à elle seule, une éducation de qualité. Les conditions d'apprentissage, la qualification et la formation continue des enseignants, la pertinence des

curricula, l'accès aux ressources pédagogiques et numériques ainsi que la disponibilité des infrastructures constituent encore des enjeux déterminants. La question n'est donc plus seulement celle de l'accès à l'éducation, mais également celle de sa qualité, de son efficacité et de sa capacité à répondre aux transformations des sociétés.

Les problématiques économiques soulèvent également des interrogations fondamentales. Dans de nombreux pays, la concentration des activités productives autour d'un nombre limité de ressources naturelles et de matières premières expose les économies nationales aux fluctuations des marchés internationaux. Cette situation pose avec acuité la question de la diversification des économies, de la création d'emplois, du développement de l'entrepreneuriat et de la construction de modèles économiques davantage fondés sur la transformation locale, l'innovation et la durabilité. Dans cette perspective, les réflexions autour de l'économie verte, de l'économie sociale et solidaire et des nouveaux modèles de production constituent des pistes particulièrement importantes.

Le secteur de la santé demeure, lui aussi, au cœur des défis du développement. Des progrès considérables ont été enregistrés dans plusieurs domaines, notamment en matière de vaccination, de prévention et de lutte contre certaines maladies. Néanmoins, l'accès aux soins demeure très variable selon les territoires et les catégories sociales. L'insuffisance des infrastructures, le manque de ressources humaines qualifiées, les difficultés de financement et les disparités territoriales continuent de fragiliser les systèmes de santé. Ces contraintes rappellent que le développement ne peut être appréhendé uniquement à partir d'indicateurs économiques : il doit également être envisagé à travers les conditions concrètes de vie, de santé et de bien-être des populations.

C'est précisément dans cet espace de réflexion que **la recherche scientifique prend toute son importance**. Elle ne saurait être réduite à la seule production académique. Elle constitue également un instrument d'analyse, d'anticipation et d'aide à la décision. En permettant de mieux comprendre les réalités sociales, économiques, éducatives et sanitaires, la recherche peut contribuer à la conception de politiques publiques davantage adaptées aux contextes locaux et aux besoins des populations.

Cette ambition suppose toutefois de renforcer les passerelles entre les différents espaces de production des savoirs. Les universités et centres de recherche africains, les pouvoirs publics, les organisations de la société civile, les acteurs économiques, les membres de la diaspora scientifique ainsi que les partenaires et experts internationaux ont tous un rôle à jouer dans cette dynamique. Le rapprochement de ces différents acteurs peut favoriser la circulation des connaissances, le partage des expériences et l'émergence de réponses mieux adaptées aux réalités africaines.

Dans cette perspective, cette **4e édition du colloque international #ComoresTice** se propose d'interroger plusieurs décennies de politiques publiques mises en œuvre en Afrique depuis les années 1970. Il s'agira d'en examiner les fondements, les résultats et les limites, mais également de mettre en évidence les transformations qu'elles ont produites dans les sociétés africaines. Une attention particulière sera accordée aux obstacles qui continuent de freiner les dynamiques de développement ainsi qu'aux stratégies susceptibles de favoriser des trajectoires plus inclusives, plus autonomes et plus durables.

Les échanges s'organiseront autour de **trois grandes orientations scientifiques** :

- **La gouvernance économique et les nouvelles perspectives de l'économie verte**, avec une réflexion consacrée à la diversification des économies, à l'entrepreneuriat, à l'innovation et aux modèles de développement durable ;
- **La santé publique et les transformations des systèmes de soins**, à travers les questions relatives à l'accès aux services de santé, à l'organisation des dispositifs sanitaires, aux politiques de prévention et aux inégalités sociales et territoriales ;
- **L'éducation et les mutations des systèmes éducatifs**, en portant notamment l'attention sur les réformes engagées, la qualité des apprentissages, la formation des enseignants, l'innovation pédagogique et l'adéquation entre les formations proposées et les besoins économiques et sociaux.

Au-delà de la confrontation des travaux et des expériences, ce colloque ambitionne de faire émerger une réflexion collective susceptible de rapprocher davantage **production scientifique, action publique et transformation sociale**. L'enjeu est de faire de la recherche un véritable outil au service de la compréhension des réalités africaines, mais également de la construction de réponses concrètes aux défis auxquels les sociétés sont confrontées.

Les contributions présentées au cours de ces deux journées permettront ainsi de nourrir le débat scientifique, de favoriser le dialogue entre les différents acteurs et de contribuer à la formulation de recommandations susceptibles d'éclairer les politiques publiques. Elles participeront également à la valorisation de la production scientifique à travers la diffusion et la publication des travaux issus de cette rencontre.

Les travaux du colloque se dérouleront sur deux journées et s'articuleront autour de trois axes majeurs de réflexion et de recherche, qui constituent les principaux espaces de dialogue scientifique de cette édition.

Axe 1. Gouvernance économique, développement durable et économie verte en Afrique francophone

Cet axe propose une analyse critique des politiques économiques africaines et de leurs effets sur les trajectoires de développement. Il s'agira d'interroger les modèles de croissance, les vulnérabilités structurelles des économies africaines ainsi que les perspectives offertes par les approches contemporaines de l'économie verte et de l'économie bleue.

Questions indicatives :

- Quels sont les effets des politiques économiques mises en œuvre depuis les années 1970 ?
- Comment diversifier les économies africaines et réduire leur vulnérabilité externe ?
- Quel rôle pour l'agriculture durable, la pêche, le tourisme et l'entrepreneuriat vert ?

Axe 2. Santé publique africaine : politiques, systèmes de soins et pratiques sociales

Cet axe s'intéresse aux politiques sanitaires, à l'organisation des systèmes de santé et aux déterminants sociaux de la santé en Afrique francophone.

Questions indicatives :

- Comment les politiques de santé ont-elles répondu aux besoins des populations ?

- Quels sont les principaux obstacles à l'accès équitable aux soins ?
- Comment renforcer les capacités institutionnelles et communautaires du système de santé ?

Axe 3. Éducation, formation et capital humain

Cet axe porte sur les réformes éducatives, la formation des enseignants et la gouvernance des systèmes éducatifs.

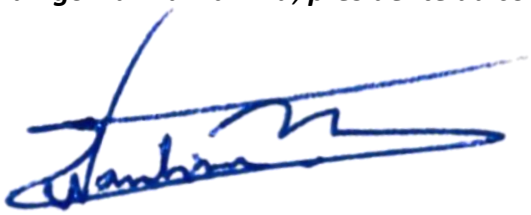
Questions indicatives :

- Quels bilans tirer des réformes éducatives en Afrique francophone depuis les années 1970 ?
- Comment améliorer la qualité de l'enseignement et la formation des enseignants ?
- Comment aligner les systèmes éducatifs avec les besoins du développement économique et social ?

Au nom des équipes de l'association **#ComoresTice** et en mon nom propre, je forme le vœu que ces journées soient riches en échanges scientifiques et en collaborations fructueuses. Que les travaux engagés contribuent de manière concrète à l'approfondissement des connaissances et à l'émergence de solutions durables au service du développement du continent africain, grâce à la recherche et à l'innovation scientifique.

Je vous souhaite également un excellent séjour en France.

Dre RASOLONJATOV Haingo Harinambinina, présidente du comité scientifique



Résumés des communications :

SESSION PLÉNIÈRE – AXE 1 - Gouvernance économique et économie verte

Communication 1 L'intelligence artificielle comme levier de la performance territoriale à l'ère de la gouvernance : étude qualitative exploratoire des collectivités territoriales marocaines.

- Mme Essaid Ikram, *Université Cadi Ayyad – Maroc*

Ikramessaid12@gmail.com

Résumé : Les collectivités territoriales sont appelées, dans le sillage des réformes de décentralisation et de régionalisation avancée, à exercer des compétences toujours plus étendues, consécutivement au transfert de prérogatives opéré en leur faveur par l'État. Cette dynamique de transfert engendre toutefois de nouveaux défis en matière de gouvernance, tenant tant à la complexification des processus décisionnels qu'à

l'accroissement exponentiel des données devant être traitées, ainsi qu'à l'impératif d'optimisation de la performance territoriale, entendue tant sous l'angle de l'efficacité de l'action publique que de l'efficience dans la mobilisation des ressources. Dans cette perspective, les collectivités territoriales sont conduites à s'approprier des dispositifs numériques et intelligents susceptibles de leur permettre une meilleure maîtrise de leurs activités, une gestion optimisée de leurs ressources et une réalisation plus aboutie de leurs objectifs de développement territorial.

L'intelligence artificielle se présente, à cet égard, comme une réponse novatrice aux impératifs de modernisation de la gestion interne, de la gouvernance et de la performance des collectivités territoriales. Le présent article a pour objet d'examiner le potentiel ainsi que les pratiques émergentes de l'intelligence artificielle au sein des collectivités territoriales marocaines, et plus particulièrement de celles relevant de la région Marrakech-Safi, et d'en identifier les facteurs susceptibles d'en favoriser ou, à l'inverse, d'en freiner l'émergence. Cette interrogation se formule ainsi : dans quelle mesure l'intelligence artificielle peut-elle constituer un levier d'amélioration de la gouvernance et de la performance territoriale, et à quelles conditions institutionnelles et organisationnelles son émergence est-elle susceptible de se réaliser ? Le choix de la région Marrakech-Safi comme corpus d'analyse se justifie par le fait que les collectivités territoriales qui la composent connaissent, depuis l'adoption de la régionalisation avancée, une recomposition profonde de leurs compétences et de leurs modalités de gouvernance, ce qui en fait un terrain particulièrement pertinent pour appréhender les conditions d'appropriation de l'intelligence artificielle par les acteurs territoriaux. L'objectif de la recherche est ainsi de mettre en exergue la mesure dans laquelle ce levier technologique est susceptible de constituer une réponse pertinente aux dysfonctionnements de gouvernance observés.

Communication 2 . Contrôle de gestion et performance des collectivités territoriales marocaines à l'ère de la gouvernance : essai sur la région Souss-Massa.

- Dr Mohamed Bal, *Université Ibn Zohr – Maroc*

Bal.mohamed12@gmail.com

Résumé : De nos jours, le concept de territorialité comme celui de région, fait figure de concept paradigmatique. Cette question territoriale est un enjeu majeur pour les collectivités territoriales marocaines, notamment dans le contexte actuel de gouvernance. Les trois dernières décennies ont été marquées par des changements économiques, politiques et sociaux qui ont replacé la gestion publique dans le processus de développement. Les conséquences de ces changements qui ont touché l'espace et la société ont suscité un regain d'intérêt pour les collectivités territoriales en tant qu'acteurs clés du développement territorial.

Parallèlement à cette mouvance, la littérature scientifique sur la gestion dans le secteur public a connu une évolution profonde et rapide, avec une pléthore de concepts tels que la « gouvernance » et la « performance ». Ce foisonnement conceptuel a permis d'explorer de manière judicieuse les avancées empiriques et les liens de causalité qui les sous-tendent. Les collectivités locales constituaient des sujets d'envergure pour les chercheurs.

Notre papier porte sur la contribution du contrôle de gestion à la performance des collectivités territoriales au Maroc, en vue d'explorer les différentes relations de contribution potentiellement existantes entre ces concepts, ainsi que d'affriander les particularités pratiques sous-tendant le rôle des collectivités territoriales dans le développement des régions et particulièrement la région Souss Massa au sud du Maroc. Partant d'une posture épistémologique post-positiviste, notre recherche s'appuie sur une démarche méthodologique mixte, à la fois qualitative et quantitative. La première phase repose sur une approche qualitative moyennant une analyse thématique, dans le but de clarifier les concepts étudiés pour les acteurs du terrain, et la seconde s'appuie sur une démarche quantitative moyennant des équations structurelles à finalité confirmatoire. L'objectif de la recherche étant de contribuer au débat actuellement dominant à savoir la recherche de la performance territoriale dans un contexte de concertation des efforts entre les acteurs territoriaux. Les conclusions tirées de ce travail de recherche mettent en lumière l'existence d'une contribution forte et significative des outils de contrôle de gestion à la performance des collectivités territoriales, cette contribution va de pair avec les rôles médiateurs de la gouvernance et de la planification stratégique dans ce processus.

Communication 3. Impact des mécanismes internes de gouvernance durable sur la performance financière des entreprises familiales marocaines cotées en bourse.

- M. Senni Mohamed Walid, *Université Chouaïb Doukkali – Maroc*
- Et Pr Bouzahir Brahim, *Université Chouaïb Doukkali – Maroc*

mohamedwalidsenni@gmail.com

Résumé : Les entreprises familiales forment le pilier de la structure économique marocaine, elles constituent la plus grande partie du milieu productif et le maillon déterminant des trajectoires de développement national. Dans un contexte marqué par l'adoption du Code marocain de bonnes gouvernances d'entreprise en 2022 et par la montée des exigences ESG, leur gouvernance durable devient un enjeu crucial, pour leur pérennité comme pour la diversification et la transition verte de l'économie nationale.

Cette étude analyse l'impact des mécanismes internes de gouvernance durable sur la performance financière des entreprises familiales cotées à la Bourse de Casablanca. Au-delà de la firme, elle interroge leur contribution à la diversification des économies africaines et à la réduction de leur vulnérabilité externe, en renforçant leur attractivité pour les capitaux responsables et leur compétitivité face aux contraintes environnementales internationales.

Sur le plan théorique, la recherche mobilise les théories de l'agence (Jensen & Meckling, 1976), de l'intendance (Davis et al., 1997) et des parties prenantes (Freeman, 1984).

Sur le plan méthodologique, l'étude adopte une approche quantitative sur données de panel (2023-2025). La variable expliquée est la performance financière, mesurée par le rendement des capitaux propres (ROE). Les variables explicatives sont quatre mécanismes de gouvernance durable : la publication d'un rapport RSE, le label RSE-CGEM, la certification

environnementale ISO 14001 et l'existence d'une politique environnementale formalisée. La taille et le secteur d'activité servent de variables de contrôle. Le modèle est sélectionné par tests emboîtés (Fisher, puis Hausman, 1978). L'étude s'attend à un impact globalement positif de la gouvernance durable sur la performance financière des entreprises familiales, bien que la littérature marocaine demeure partagée entre effet favorable et coût à court terme (Azzouzi & Haoudi, 2020 ; Cherkaoui & Dembele, 2024). Elle fournira des repères aux dirigeants et éclairera le rôle de ces entreprises dans la résilience économique nationale.

Communication 4. Le capital socio-numérique comme levier de renforcement du capital humain dans l'économie sociale et solidaire : étude des dynamiques territoriales au Maroc.

- Dre Mabrouk Asmaa - *Université Hassan Ier – Maroc*

mabroukasmaa11@gmail.com

Résumé : La transformation numérique redéfinit progressivement les modes d'organisation, les pratiques collectives et les capacités d'action des acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS) en Afrique. Au Maroc, les coopératives et associations intègrent de plus en plus les outils numériques dans leurs activités quotidiennes afin d'améliorer leur communication, développer leurs réseaux, renforcer leur visibilité et accéder à de nouvelles opportunités économiques. Cette évolution soulève néanmoins plusieurs interrogations quant aux effets réels du numérique sur le développement des compétences, la structuration des relations sociales et les dynamiques territoriales au sein des organisations solidaires.

- Cette contribution propose d'analyser le rôle du capital socio-numérique dans le renforcement du capital humain au sein des organisations de l'ESS marocaines engagées dans des processus de digitalisation. Le capital socio-numérique est envisagé comme l'ensemble des ressources relationnelles, collaboratives et numériques mobilisées par les acteurs à travers les usages des technologies digitales. Il renvoie à la capacité des individus et des organisations à développer des compétences numériques, à construire des réseaux d'échange et à produire de nouvelles formes de coopération favorisant l'inclusion socio-économique et territoriale.
- L'étude s'inscrit dans l'axe « Éducation, formation et capital humain » en mettant l'accent sur les apprentissages organisationnels et les capacités développées grâce à l'appropriation des outils numériques. Elle mobilise un cadre théorique croisant les approches du capital social développées par Pierre Bourdieu, Robert Putnam et James Coleman, les travaux sur l'innovation sociale numérique ainsi que les perspectives liées au développement territorial et au capital humain.
- La méthodologie retenue repose sur une approche quantitative fondée sur l'administration d'un questionnaire auprès de coopératives marocaines utilisant des

outils numériques dans leurs activités. L'objectif est d'identifier les relations entre usages numériques, développement des compétences, dynamiques collaboratives et capacités organisationnelles. L'analyse empirique s'appuiera sur des traitements statistiques visant à mesurer l'impact du capital socio-numérique sur les pratiques collectives et sur les formes d'inclusion territoriale.

- Les résultats attendus devraient montrer que les usages numériques contribuent au renforcement des compétences organisationnelles et relationnelles des acteurs de l'ESS, tout en favorisant l'émergence de nouvelles formes de coopération territoriale. L'étude devrait également mettre en évidence l'existence d'inégalités liées à l'accès aux ressources numériques, aux niveaux de formation et aux capacités d'appropriation technologique. À travers cette recherche, il s'agit ainsi de contribuer aux réflexions sur les transformations numériques des organisations solidaires africaines et sur le rôle du capital humain dans les dynamiques contemporaines de développement territorial.

SESSION PLÉNIÈRE – AXE 2 : Santé publique africaine : politiques, systèmes de soins et pratiques sociales

Conférence 1. Les NTIC pilotées par l'intelligence artificielle au service de la santé : de l'innovation pédagogique à la découverte de médicaments candidats contre les maladies chroniques

- Pr. El Rhabori Said, *Université Sidi Mohamed Ben Abdellah-Maroc*

Communication 4. S'attaquer aux déterminants en amont de l'équité en santé : une approche intégrée de santé publique en contexte camerounais.

- Dr Bruno Ludwic BESSALA NDZIE BELINGA, *Université de Yaoundé 1 – Cameroun*

brunobessala699@gmail.com

Objectif : Notre communication vise à analyser l'importance des déterminants sociaux en amont dans la promotion de l'équité en santé, en mettant l'accent sur les approches qui cherchent à réduire les inégalités dès leur origine.

Méthodes : Pour ce faire, une revue narrative de la littérature a été conduite à partir de rapports institutionnels et d'articles scientifiques publiés entre 2000 et 2023. Les sources exploitées incluent des publications d'organisations internationales ainsi que des recherches académiques portant sur les déterminants sociaux de la santé et les politiques publiques.

Résultats : Les résultats montrent que les inégalités de santé découlent principalement de facteurs structurels tels que le revenu, le niveau d'instruction, les conditions de logement et le contexte social. Les travaux de Marmot et ses collaborateurs (2008) soulignent l'influence déterminante de ces facteurs sur les gradients sociaux de santé. Les actions menées en amont, notamment les politiques de réduction de la pauvreté, la généralisation de l'accès à l'éducation ou les programmes en faveur de la petite enfance, jouent un rôle majeur dans

l'amélioration des indicateurs de santé (Commission des déterminants sociaux de la santé, 2008). En outre, les approches intersectorielles, mobilisant plusieurs domaines de l'action publique, se révèlent plus efficaces que les seules interventions biomédicales. Trois principaux leviers se dégagent : (1) l'adoption d'une approche « Health in All Policies » (HiAP) pour intégrer l'équité en santé dans l'ensemble des politiques publiques ; (2) le renforcement du pouvoir d'agir des populations marginalisées grâce à des dispositifs de participation citoyenne ; (3) la réorientation des financements vers la prévention primaire et la protection sociale. Les interventions en aval, bien qu'essentielles, montrent leurs limites lorsqu'elles ne s'accompagnent pas de changements structurels.

Discussion : Ces conclusions mettent en évidence la nécessité d'une approche globale et multisectorielle pour promouvoir l'équité en santé. L'action en amont ne se réduit pas à des réformes structurelles, mais implique également une gouvernance inclusive et participative. Des défis subsistent toutefois, notamment le manque de coordination entre secteurs, les contraintes financières et les inégalités de pouvoir. Comme le soulignent Solar et Irwin (2010), une transformation durable repose sur un engagement politique fort et sur l'intégration systématique de l'équité dans toutes les politiques publiques. Ainsi, agir sur les déterminants en amont apparaît comme une stratégie fondamentale pour réduire les inégalités et favoriser la justice sociale en santé.

Communication 5. Dynamiques de genre, changement climatique et santé de la reproduction au Burundi : vulnérabilités différenciées et enjeux de résilience sanitaire.

- M. Léonidas Mukeshimana, *Université du Burundi*

Mukeshimanaleonidas9@gmail.com

Le changement climatique représente aujourd'hui un défi majeur pour les systèmes de santé en Afrique subsaharienne. Au Burundi, les phénomènes climatiques extrêmes tels que les inondations, les sécheresses et l'insécurité alimentaire affectent particulièrement les populations vulnérables et accentuent les inégalités sociales existantes. Cette communication analyse les interactions entre genre, changement climatique et santé de la reproduction dans le contexte burundais, en mettant en évidence les vulnérabilités différenciées entre femmes et hommes dans les milieux ruraux et urbains.

L'étude s'inscrit dans une approche qualitative fondée sur l'analyse documentaire de rapports institutionnels, de politiques publiques nationales et de travaux scientifiques récents produits entre 2015 et 2026. Le corpus mobilisé comprend notamment les rapports de l'Organisation mondiale de la Santé, de l'United Nations Population Fund, de l'Intergovernmental Panel on Climate Change, d'UN Women ainsi que les documents stratégiques du ministère de la Santé publique du Burundi relatifs à la santé reproductive et à l'adaptation climatique.

Les résultats préliminaires montrent que les femmes rurales sont davantage exposées aux effets sanitaires du changement climatique en raison des inégalités d'accès aux ressources, aux soins et à l'information sanitaire. Les perturbations climatiques aggravent les risques de malnutrition, de mortalité maternelle, de grossesses précoces et de violences basées sur le genre. L'étude souligne également les limites des politiques publiques actuelles dans l'intégration des dimensions croisées du genre, du climat et de la santé reproductive.

Cette communication propose enfin des pistes de renforcement des systèmes de santé résilients au climat ainsi que des stratégies communautaires sensibles au genre adaptées aux réalités africaines francophones.

Conférence 2 : Technologies numériques et suivi des patients dans les contextes à ressources limitées : enjeux, pratiques et perspectives pour les systèmes de santé africains.

- Pr MAHAMAT Alhadji, *Université de Garoua – Cameroun*

mahamatalh@yahoo.fr

Depuis quelques décennies déjà, les systèmes de santé africains demeurent confrontés à des contraintes structurelles persistantes, notamment l'insuffisance des infrastructures sanitaires, la distribution inéquitable des ressources humaines en santé, les difficultés d'accessibilité géographique et financière aux services de soins, ainsi que la vulnérabilité accrue des populations rurales, enclavées et socialement défavorisées. Dans ce contexte, la transformation numérique constitue une perspective stratégique susceptible d'améliorer l'accessibilité, la continuité, la qualité et l'équité des soins. Les technologies numériques de santé telles que la télémédecine, les applications mobiles de santé, les dossiers médicaux électroniques, les plateformes de télé-suivi, les objets connectés et les systèmes d'aide à la décision clinique offrent des opportunités importantes pour optimiser le suivi des patients. Elles peuvent notamment faciliter les interactions entre professionnels de santé et usagers, soutenir l'observance thérapeutique, améliorer l'accès à l'information sanitaire, permettre une surveillance plus régulière de l'état de santé et réduire certains déplacements vers les établissements de soins.

En revanche, le déploiement de ces dispositifs dans les contextes africains à ressources limitées reste entravé par plusieurs facteurs : faible couverture réseau, accès inégal à l'électricité et aux équipements numériques, coût des services, insuffisance des compétences numériques, fragmentation et faible interopérabilité des systèmes d'information, préoccupations relatives à la confidentialité des données de santé, ainsi que variabilité de l'acceptabilité socioculturelle des technologies. La question qui se pose est celle de savoir : dans quelle mesure les technologies numériques peuvent-elles améliorer le suivi des patients dans les contextes africains à ressources limitées, et sous quelles

conditions leur intégration peut-elle contribuer à des systèmes de soins plus accessibles, continus, équitables et efficients ?

L'objectif est d'analyser le potentiel des outils numériques dans l'amélioration du suivi des patients, d'identifier les déterminants de leur appropriation par les professionnels de santé et les patients, et de proposer des orientations pour une transformation numérique inclusive des systèmes de santé africains.

Cette étude ambitionne de proposer les fondements d'un modèle de suivi numérique adapté aux contextes africains à ressources limitées, reposant sur des solutions accessibles, simples d'utilisation, sécurisées, culturellement adaptées et intégrées aux dispositifs de soins existants. Le numérique pourrait ainsi constituer un levier majeur d'innovation organisationnelle et sanitaire, contribuant à la réduction des inégalités d'accès aux soins et à l'amélioration de l'équité en santé en Afrique. Le cadre théorique mobilise principalement le *Technology Acceptance Model* de Davis (1989), fondé sur les concepts d'utilité perçue et de facilité d'utilisation perçue. Il est complété par une approche de santé communautaire, qui envisage les technologies numériques comme des instruments de proximité, de participation des usagers et de continuité des soins.

La réflexion adopte une démarche méthodologique mixte, à visée exploratoire et descriptive. Elle combine une revue de la littérature scientifique, une analyse documentaire des politiques de numérisation des systèmes de santé et une enquête de terrain auprès de patients et de professionnels de santé. Les données quantitatives, recueillies par questionnaire auprès des 100 personnels de santé choisis de façon aléatoire dans des hôpitaux des pays en Afrique, porteront sur les usages des technologies, leur accessibilité, leur utilité perçue, leur facilité d'utilisation et leur contribution au suivi des patients. Des entretiens semi-directifs avec certains acteurs et responsables de santé à rencontrer dans des centres de santé de quelques pays africains permettront d'explorer plus en profondeur les expériences des acteurs, les contraintes rencontrées et les conditions d'appropriation des outils numériques. Les données quantitatives seront analysées au moyen de statistiques descriptives, tandis que les données qualitatives feront l'objet d'une analyse thématique.

L'étude aboutira à des résultats qui pourraient mettre en évidence la contribution potentielle des technologies numériques au renforcement de la continuité des soins, de la communication entre patients et professionnels, de l'accès à l'information sanitaire, de l'observance thérapeutique et de la détection précoce de certaines complications. Ils devraient également souligner que l'efficacité de ces dispositifs dépend étroitement de la disponibilité des infrastructures, de la qualité de la connectivité, de la formation des utilisateurs, de l'interopérabilité des systèmes, de la sécurité des données et de la confiance accordée aux outils numériques.

SESSION PLÉNIÈRE – AXE 3. PANEL 1 – Éducation, formation et capital humain.

Conférence 3. De l'école à la société : repenser les systèmes éducatifs d'Afrique francophone comme leviers de transformation du capital humain et de transformation sociale.

- Dre BEYALA OWONO Marguerite, *Université de Bertoua – Cameroun*

mmurielleowona@gmail.com

Selon les économistes de l'éducation, cette dernière est reconnue comme l'investissement le plus rentable pour le développement. La Banque mondiale estime qu'une année supplémentaire de scolarité augmente le revenu individuel de 8 à 10 %. En Afrique francophone, les Etats ont fait de l'éducation une priorité budgétaire et politique. Le Cameroun, le Sénégal, la Cote d'Ivoire, Le Comores, le Maroc consacre entre 18% et 22 % de leur budget national à l'éducation. Pourtant, le paradoxe persiste. L'accès s'est élargi, mais la qualité et l'impact social stagnent. L'Afrique francophone investit massivement dans l'éducation, mais les gains en capital humain et en transformation sociale restent en deçà des attentes de l'agenda 2063 et de la SND30. Entre 2010 et 2024, le taux de scolarisation primaire a dépassé 85 % dans la plupart des pays, pourtant 70 % des élèves de CM 2 ne lisent pas un texte simple avec compréhension et sur le marché du travail, 65% des employeurs en Afrique de l'Ouest francophone déclarent ne pas trouver des compétences requises selon le PASEC 2022. Cette communication pose la question : Quel rôle les systèmes éducatifs francophones peuvent-ils jouer pour convertir l'accès scolaire en transformation durable du capital humain et de la société ? En mobilisant une revue de la littérature et des données issues des rapports PASSEC, Banque mondiale et MINESUP Cameroun, nous montrons que le verrou n'est pas l'accès, mais la qualité du pilotage, la pertinence des apprentissages et la capacité des acteurs éducatifs à conduire le changement. Le cadre d'analyse articule trois leviers :

1- Le développement du capital humain par une approche par compétence et l'intégration effective du numérique pédagogique
2- La transformation sociale par l'éducation inclusive, à la citoyenneté et à la paix
3- La gouvernance et le leadership transformationnel comme condition de mise en œuvre

Les résultats indiquent que les systèmes qui investissent dans la transformation des cadres intermédiaires et dans l'autonomie pédagogique des établissements obtiennent des gains significatifs en rétention et en employabilité. La communication conclut sur un agenda de réformes : Recentrer l'évaluation sur les compétences, professionnaliser le leadership éducatif et instituer des boucles de redevabilité par la donnée.

Communication 6. Réformes éducatives aux Comores depuis 1975 : bilan, comparaison régionale et perspectives.

- M. Ahmed Ismael ATICKI**,** *Chercheur associé au CNDRS*

atickiahmed@hotmail.com

Cette communication propose une analyse critique des réformes éducatives menées aux Comores depuis les années 1975, en mettant en lumière leurs effets sur l'accès à l'éducation et la qualité des apprentissages. Elle s'appuie sur des données nationales et régionales, notamment les évaluations PASEC et les initiatives KIX Afrique 21, pour comparer les performances comoriennes avec celles d'autres pays francophones et de la région.

L'étude identifie les principaux freins au développement éducatif : infrastructures pédagogiques insuffisantes, formation des enseignants encore fragile et gouvernance centralisée limitant l'efficacité des politiques. Enfin, elle formule des recommandations opérationnelles pour aligner l'éducation comorienne avec les besoins socio-économiques, notamment le renforcement de la formation continue des enseignants, le développement de filières techniques et professionnelles adaptées et la promotion d'une gouvernance inclusive et participative.

Communication 7. Politiques de formation professionnelle, adéquation formation-emploi et insertion des jeunes : le cas marocain comme objet d'analyse et de comparaison internationale

- Mme Imane FREJ, *Université Ibn Zohr d'Agadir – Maroc*
- Et Dr MA EL AININ Cheikh Naama**,** *Université Ibn Zohr – Maroc*

imane.frej.42@edu.uiz.ac.ma

La déconnexion entre l'offre de formation professionnelle et les besoins réels du marché du travail constitue l'un des défis structurels les plus persistants des économies africaines francophones. Dans le secteur touristique marocain, ce décalage se manifeste avec une acuité particulière : malgré les réformes engagées depuis les années 2000, notamment la mise en place des Cités des Métiers et des Compétences (CMC) et la nouvelle feuille de route de l'OFPPT inscrite dans le Nouveau Modèle de Développement (NMD, 2021), les jeunes diplômés peinent à s'insérer dans un secteur marqué par la saisonnalité, l'informalité et la faiblesse des mécanismes de pilotage par les résultats. Cette communication propose une analyse des politiques de formation professionnelle au Maroc depuis les années 1970, en interrogeant leur capacité à répondre aux mutations du marché du travail touristique et à améliorer l'employabilité des jeunes dans la région Souss-Massa. Partant d'une posture épistémologique post-positiviste, notre recherche s'appuie sur une démarche qualitative.

Elle mobilise une analyse documentaire des politiques publiques et réformes éducatives marocaines (NMD, stratégie de formation, rapports OFPPT et HCP), complétée par des données collectées auprès de formateurs, de jeunes lauriers et d'employeurs du secteur touristique en région Souss-Massa, traitées par analyse de contenu thématique. Les résultats observés mettent en évidence un triple décalage : entre les référentiels de formation et les compétences effectivement requises par les employeurs ; entre les ambitions affichées des réformes et les capacités institutionnelles de mise en oeuvre ; enfin, entre les dynamiques territoriales du tourisme et la centralisation persistante des dispositifs de pilotage.

Cette communication contribue ainsi au débat africain sur l'alignement des systèmes éducatifs avec les besoins du développement économique et social.

Conférence 4. Quel(s) système(s) éducatif(s) pour le développement durable des pays africains : le cas des pays francophones d'Afrique de l'Ouest ?

- Dr MOLOU Kouassi Ange Aristide, *Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan – Côte d'Ivoire*

molplaykouassi@gmail.com

Les états généraux de l'éducation en Afrique soulèvent de réels défis d'orientation, de stratégie, de financement, d'engagement politique malgré les efforts consentis par les acteurs. En d'autres termes la situation éducative sur le continent africain reste questionnante et préoccupante au regard des réformes qui urgent. En effet, elle est devenue de plus en plus vulnérable face à certains phénomènes comme la COVID-19, les conflits armés, l'extrémisme violent, les crises sociopolitiques, etc. – qui déconstruisent l'ordre préétabli et impactent négativement l'efficacité des systèmes éducatifs.

Partant de ce constat général, cette réflexion est circonscrite aux pays francophones d'Afrique de l'Ouest et elle vise à faire un diagnostic de l'état des lieux dans ces pays de la région Ouest africaine, à expliquer les enjeux, les causes, les défis et surtout les perspectives pour la dynamisation des systèmes éducatifs en vue de leur développement durable – et – par ricochet celui de tout le continent africain.

L'approche méthodologique utilisée dans cette étude est fondée sur les rapports d'activités, les faits et documentations en lien avec l'éducation, les textes, les dispositions et les politiques nationales et/ou régionales pour l'éducation mais aussi et surtout les analyses objectives qui sous-tendent les questions essentielles de la présente recherche.

Les résultats recherchés dans cet article permettront de renforcer les stratégies politiques nationales/régionales de l'éducation, de dynamiser les systèmes éducatifs, de créer un environnement d'apprentissage innovant, de promouvoir le développement de politiques publiques en faveur de l'éducation.

Les recommandations efficaces et efficientes prenant en compte les spécificités locales/nationales et/ou régionales pour pallier les problèmes liés à l'éducation dans ces

pays francophones d'Afrique de l'Ouest pourront aboutir au développement durable tant recherché.

SESSION PLÉNIÈRE – AXE 3. PANEL 2 – Éducation, formation, innovation pédagogique et transformation numérique.

Communication 8. Motivation, sentiment d'efficacité personnelle et réussite scolaire en contexte africain : apports de la psychologie sociale pour repenser les pratiques éducatives en Afrique francophone.

- Dr Alain TAGNE NOSSI, *Chargé de recherche au Ministère de l'Éducation de Base au Cameroun*

tagnenossi@gmail.com

Les réformes scolaires mises en œuvre en Afrique francophone depuis les années 1970 se sont essentiellement concentrées sur les aspects structurels et curriculaires des systèmes éducatifs : élargissement de l'accès à l'école, formation des enseignants et ajustement des programmes aux exigences socio-économiques. Une composante clé de la réussite académique reste largement inexplorée dans ce domaine : les facteurs psychosociaux influençant l'engagement et la motivation des élèves, particulièrement dans des environnements où règnent de fortes pressions normatives, des inégalités systémiques et une perception limitée de contrôle sur leurs parcours scolaires. Cette communication s'appuie sur les données des enquêtes Afrobarometer (2024), une étude empirique conduite au Cameroun sur les mécanismes psychosociaux de la corruption administrative (Vallerand & Bissonnette, 1992), la Théorie du Comportement Planifié (TCP ; Ajzen, 1991) et la Théorie de l'Autodétermination (TAD ; Deci & Ryan, 1985). Elle vise à explorer les dynamiques psychosociales qui influencent l'engagement scolaire dans un contexte francophone africain ; Le sentiment d'efficacité personnelle (Bandura, 1997) est traité comme variable médiatrice..

Les données indiquent qu'au sein de contextes marqués par un échec institutionnel persistant, une part considérable des apprenants adoptent des visions normatives disponibles qui nuisent à leur engagement académique, le soulignent comme peu susceptible d'engendrer des résultats concrets pour leur parcours socio-économique. Les variables idéologiques (en particulier la légitimation du système et le sentiment d'impuissance acquis) agissent sur la façon dont se forment les attitudes à l'égard de la réussite scolaire. Ce phénomène agit comme un obstacle psychosocial au progrès du capital humain, un enjeu que les politiques éducatives ne peuvent se permettre d'ignorer. Des actions visant à influencer les perceptions normatives collectives, renforcer le sentiment d'efficacité personnelle et affiner la régulation motivationnelle pourrait servir de levier additionnel aux réformes structurelles, dans le but d'élever la qualité des apprentissages et de diminuer le taux de décrochage scolaire.

Communication 9. Les jeux ludiques comme levier d'apprentissage au primaire en République de Guinée

- M. Yakouba KEITA, *Président de l'Alliance des Volontaires pour le Progrès Éducatif en Guinée (VPEG) - Guinée*

yakoubkeitaajdpe@gmail.com

Cette communication examine la place des approches ludiques dans l'amélioration des apprentissages au primaire en République de Guinée, en particulier dans les localités rurales ou confrontées à une insuffisance d'enseignants et de ressources pédagogiques. Elle part d'un double constat : la persistance de faibles niveaux d'apprentissage et le phénomène de décrochage scolaire, qui affectent particulièrement les enfants scolarisés dans les contextes les plus défavorisés. Le constat présenté dans la communication s'appuie notamment sur les données du PASEC 2019, selon lesquelles 55,3 % des élèves guinéens arrivent au collège sans atteindre le seuil suffisant en lecture.

Dans ce contexte, la communication s'intéresse au jeu comme médiation pédagogique susceptible de rendre l'enfant davantage acteur de ses apprentissages. Les approches ludiques sont entendues comme un ensemble de techniques éducatives fondées sur le jeu et l'activité pratique, visant à rendre l'apprentissage plus vivant, participatif et motivant. Leur principe central peut être résumé par l'idée d'« apprendre en jouant ». L'enjeu n'est donc pas de substituer le jeu aux apprentissages scolaires, mais de mobiliser ses ressorts pour favoriser la participation, l'expérimentation, la coopération, la motivation et l'apprentissage concret.

Notre analyse met en évidence plusieurs fondements de cette pédagogie : la participation active de l'élève, le droit à l'erreur, la coopération entre pairs, la motivation et la mise en situation concrète des connaissances. Dans cette perspective, le jeu peut contribuer à transformer le rapport de l'enfant à l'école en réduisant notamment la peur et le stress scolaires, en renforçant la concentration et l'envie d'apprendre, et en développant l'autonomie ainsi que la confiance en soi. Il peut également favoriser l'inclusion des élèves timides ou rencontrant des difficultés particulières.

Notre communication présente donc différentes formes d'activités susceptibles d'être mobilisées dans ce cadre : jeux de calcul, de lecture et de vocabulaire, quiz pédagogiques, contes, activités sportives, bricolage et construction, manipulations et expérimentations, jeux de rôle ainsi que chants destinés à faciliter la mémorisation des notions. Elle souligne également l'évolution du rôle de l'enseignant, qui devient simultanément guide, facilitateur, motivateur, organisateur et accompagnateur des apprentissages. L'expérience présentée s'appuie sur une campagne d'appui pédagogique fondée sur le jeu, mise en œuvre par l'Alliance des Volontaires pour le Progrès Éducatif en Guinée (AVPEG) dans plusieurs écoles

de Haute-Guinée. Selon les éléments présentés, l'intervention conduite en avril et mai 2026 a concerné **1 570 élèves répartis dans neuf écoles**. Cette expérience de terrain montre, selon les observations rapportées dans la communication, que la participation directe des enfants aux activités éducatives par le jeu peut contribuer à améliorer leur engagement dans les apprentissages, à renforcer leur confiance et à lutter contre l'abandon scolaire.

La communication n'occulte toutefois pas les conditions de mise en œuvre de ces approches. Le manque de matériels pédagogiques adaptés, les effectifs élevés, l'insuffisance de formation des enseignants et les contraintes de temps constituent des obstacles importants. Leur développement suppose dès lors une mobilisation collective associant les autorités éducatives, les enseignants, les parents et les autres acteurs concernés, ainsi qu'un renforcement de la formation continue des enseignants et une organisation adaptée de la classe et des espaces scolaires.

En définitive, dans cette communication nous défendons l'idée selon laquelle les approches ludiques peuvent constituer, dans le contexte guinéen et particulièrement dans les zones défavorisées, un levier pertinent pour renforcer la qualité des apprentissages et le rapport des enfants à l'école. Elle invite ainsi à considérer le jeu non comme une activité périphérique ou une simple distraction, mais comme une modalité pédagogique susceptible de stimuler l'intelligence, la créativité, la participation et la capacité d'agir des élèves.

Communication 10. La nationalisation des écoles privées confessionnelles au Cameroun en contexte de crise économique.

- Pr Gnebora Oumarou, *Université de Douala – Cameroun*

oumarougneboral@yahoo.fr

Dans le contexte postcolonial camerounais, la réduction progressive des subventions publiques allouées aux établissements scolaires confessionnels a fragilisé leur fonctionnement financier et administratif. Face à cette situation, l'État camerounais a engagé une politique de nationalisation afin d'assurer la continuité de l'offre éducative, notamment dans les zones rurales du nord du pays, où ces institutions jouent un rôle central dans l'accès à l'éducation. Cette étude analyse les mécanismes et les enjeux de la nationalisation des écoles confessionnelles dans cette région. Elle montre comment les contraintes budgétaires des structures éducatives confessionnelles, associées à la hausse des frais de scolarité, ont accentué les risques de décrochage scolaire chez les élèves issus de milieux défavorisés.

L'intervention de l'État apparaît ainsi comme une réponse sociale, économique et politique visant à limiter les inégalités d'accès à l'éducation. À partir d'une démarche méthodologique fondée sur des enquêtes de terrain, l'exploitation d'archives administratives publiques et privées, ainsi que l'analyse de la littérature scientifique, cette recherche montre que la

nationalisation des écoles confessionnelles constitue non seulement une stratégie de sauvegarde du système éducatif local, mais également une forme de reconfiguration des rapports entre l'État et les institutions religieuses dans le domaine scolaire. L'étude souligne enfin que les difficultés de gestion et l'insuffisance des ressources financières ont largement conditionné le transfert de ces établissements vers le secteur public.

Conférence 5. Des données abondantes, des preuves fragiles : le circuit données-recherche-politiques à l'épreuve des enquêtes PASEC et SACMEQ

- Pr Nguemkap Kouamo Romuald, *Université de Garoua – Cameroun*

romualdnguemkap95@gmail.com

L'Afrique subsaharienne est confrontée à une crise persistante des apprentissages, malgré les efforts engagés pour améliorer l'accès à l'éducation. Dans ce contexte, les politiques éducatives fondées sur des preuves sont de plus en plus présentées comme un levier essentiel pour améliorer la qualité des systèmes éducatifs. Depuis plus de deux décennies, les évaluations internationales du PASEC et du SACMEQ constituent les principales sources de données comparables sur les acquis scolaires en Afrique et ont donné lieu à une production scientifique abondante.

Cette communication interroge toutefois la capacité réelle de cette littérature à produire des connaissances cumulatives et des preuves susceptibles d'éclairer efficacement les décisions publiques. Le choix de circonscrire l'analyse aux études exploitant les données du PASEC et du SACMEQ se justifie par leur rôle central dans la recherche comparative sur l'éducation en Afrique subsaharienne ainsi que par la nécessité de disposer d'un corpus méthodologiquement homogène permettant d'analyser les relations entre production de données, production de connaissances et élaboration des politiques éducatives.

L'objectif de cette recherche est d'évaluer la contribution scientifique de cette littérature en cartographiant les thématiques étudiées, en examinant la robustesse des connaissances produites, en identifiant les principaux angles morts de la recherche et en analysant les conditions dans lesquelles ces travaux peuvent être mobilisés dans les politiques éducatives.

La question est fondamentalement scientifique, car elle ne porte pas sur les déterminants de la réussite scolaire eux-mêmes, mais sur la capacité d'un dispositif de production de données à générer des connaissances cumulatives, robustes et mobilisables pour l'action publique. À travers une revue systématique des études fondées sur les données du PASEC et du SACMEQ, enrichie par une analyse lexicale exploratoire, cette communication propose ainsi une réflexion sur le fonctionnement du circuit « données – recherche – preuves – politiques éducatives » en Afrique subsaharienne.

Communication 11. Postures positives chez les enseignantes et adaptation des enfants en préscolaire.

- Pre Evelyne AMANA, *École Normale Supérieure, Université de Yaoundé I*

amlyne69@yahoo.fr

La loi d'Orientation du 14 avril 1998 est le principal texte qui organise l'éducation au Cameroun et qui a favorisé la création de l'école maternelle. Ce cadre doit favoriser le développement intégral du tout petit comme le stipule le deuxième objectif de cette loi. C'est là aussi où se mettent en place les bases de la scolarisation future. Or l'enfant qui fait la première expérience de sa socialisation secondaire a besoin de rencontrer des personnes, notamment des enseignantes qui suppléent aux fonctions parentales et des pairs avec qui des interactions seront épanouissantes. Dès l'accueil, première activité quotidienne dans le cadre préscolaire, l'enfant doit se sentir rassuré par l'enseignante bienveillante, réconfortante et chaleureuse. Ce sont des postures positives qu'on attend d'un enseignant et qui mettent l'enfant en confiance pour son investissement tant aux activités en classe qu'aux jeux avec ses pairs, signes de son adaptation dans ce cadre. Par contre, face aux enseignants qui n'établissent aucune proximité affective avec les enfants, l'accueil est froid, le parent n'est pas rassuré, l'enfant est méfiant et démotivé pour s'engager aux activités, au jeu et pour l'exploration du cadre, ce qui contribue au repli. Le sujet traité ici montre le lien entre la pédagogie et la psychologie. Il soulève la problématique de l'affectivité dans le processus d'enseignement-apprentissage. Une proximité affective par le soutien, le réconfort, la bienveillance est un atout pour développer chez l'enfant la motivation à s'investir et pour une bonne transition dans le cadre scolaire. Les distorsions chez l'enseignante constituent des obstacles à son adaptation scolaire.

Communication 12. Langues nationales et transformation numérique au Cameroun : nouvelles perspectives de diffusion et d'usage

- Pre Marie Renée ATANGANA , *Université de Bertoua - Cameroun*

Conférence 6. L'enseignement supérieur à distance en Afrique francophone : le cas de l'Université numérique Cheikh Hamidou Kane

- Pr Serigne Ababacar Cisse BA**,** *Université Numérique Cheikh Hamidou Kane – UN-CHK*

serigneababacar.ba@unchk.edu.sn

Etant la première université numérique en Afrique francophone au sud du sahara, l'université numérique Cheikh Hamidou Kane suit son petit bonhomme de chemin entrant dans sa treizième année de fonctionnement toujours avec des défis a relever. Son modèle pédagogique et organisationnel continue d'inspirer des pays africains tels que la Cote d' Ivoire, le Mali, le Benin etc. qui l'ont aussi adopte. Le modèle d'espace présentiel repose sur les Espaces Numériques Ouverts (ENO) comme lieux de rencontre et de socialisation des

étudiants a travers des activités allant depuis des évènements organisés par l'institution jusqu' aux travaux diriges et de groupes des étudiants. Le modèle pédagogique encore en construction repose sur le co-modal adapte qui allie des enseignements-apprentissages hybrides (cours magistraux en présentiel dans les ENO ou en télé-enseignement). Certains cours magistraux sont dispenses en télé-enseignement depuis les studios aménagés a cette fin et projette partout via des links partages et diffuses par la Direction de la Communication et du Marketing via les links officiels Zoom et Youtube de l'institution. L'accompagnement des étudiants via les plateformes Moodle et Big Blue Button repose sur un vivier de tuteurs (des centaines) qui travaillent en de petits groupes. Les acteurs et les rôles sont aussi respectés et des formations sont souvent offertes dans le cadre du renforcement de capacités vu l'évolution du domaine et surtout avec l'avènement de l'IA en cours d'intégration dans les enseignements-apprentissages dans un monde en pleine mutation.

Communication 13.Opérationnalisation des enseignants spécialisés de l'École normale supérieure de Bertoua dans le système camerounais d'éducation inclusive

- Dr Nathanaël Assam Otya'a, *Université d'Ebolowa – Cameroun*
- Et Dre ATANGANA Virginie Salomée, *École Normale Supérieure de Bertoua – Cameroun*

nathanaelassam@yahoo.com

Le sujet analyse la difficile opérationnalisation des enseignants spécialisés camerounais dans les écoles inclusives du pays. En effet, dans le sillage de la mise en oeuvre de la jeune réforme de l'éducation inclusive au Cameroun, réforme qui vise une offre scolaire accueillant les élèves à besoins éducatifs spécifiques et ceux sans handicap dans les mêmes cadres d'apprentissage, les enseignants formés au Département de Techniques de langages spécialisés à l'Ecole normale supérieure de Bertoua (Région de l'Est), se trouvent en butte aux réalités d'une offre scolaire traditionnellement conçue en dehors des préoccupations d'inclusion scolaire dans les lycées et collèges du pays. Il en résulte une difficile exploitation des élèves-professeurs formés à l'encadrement jumelé des apprenants avec et sans handicap. En cause, l'absence de spécification d'un cadre des attributions entre, d'une part, les personnels enseignants formés aux disciplines scolaires classiques et, d'autre part, les personnels enseignants formés aux Techniques de langages spécialisés (Langue des signes, Braille et troubles du spectre de l'autisme). Emanant du terrain, les premières constatations font état d'une faible appropriation des acteurs de la Politique nationale de l'éducation inclusive, de ses principes et de ses orientations ; elles soulignent leur faible implication à l'animation pédagogique de la classe inclusive ; elles constatent l'anomalie terminologique d'un corpus nomenclatural des enseignements secondaires qui ne conçoivent pas (encore) les Techniques de langages spécialisés comme une discipline scolaire.

Communication 14 . Mode de gestion des projets éducatifs numériques au Cameroun en temps de crise : synergies entre acteurs publics, partenaires techniques et communautés éducatives.

- Dre BEYALA OWONO Marguerite, *Université de Bertoua – Cameroun*
- et M. Siméon BIKOULA ESSINDI, *Université de Bertoua – Cameroun*

bikoulajunior03@gmail.com / , mmurielleowona@gmail.com

Au Cameroun, la superposition de crises sanitaire (covid-19), sécuritaire (conflit anglophone depuis 2017, insécurité à l'extrême-Nord) et humanitaire a exposé la fragilité du système éducatif. Dès le 18 mars 2020, près de 7,2 millions d'élèves et étudiants ont vu leur scolarité interrompue). Dont 4,5 millions au primaire, dans des régions ou l'école était déjà ciblée comme arme de guerre.

Face à cette double crise, l'Etat camerounais n'a pas agi seul. Un écosystème tripartite s'est structuré : acteurs publics (MINEDUB, MINESEC, MINPOSTEL, Commission nationale UNESCO) qui assurent le pilotage stratégique et la légitimité institutionnelle ; des partenaires techniques et financiers : GPE, UNESCO, UNICEF, IHS Towers) qui apportent financement, expertise et infrastructures ; les communautés éducatives (enseignants, parents, élèves, radios communautaires, ONG locales) qui adaptent les solutions au terrain.

Cette communication analyse comment la gestion des projets éducatifs numériques, plateforme mon école en ligne, télé-enseignement, tablette, e-containers solaires a reposé sur cette énergie, et pourquoi son succès dépend moins de la technologie que de la gouvernance collaborative en temps de crise.

Conférence 7. Analyse de l'impact de l'utilisation des supports d'interventions visuels sur le développement des habiletés motrices des futurs enseignants d'Éducation Physique et Sportive.

- *Dre RASOLONJATOV Haingo Harinambinina, École Normale Supérieure d'Antananarivo – Madagascar*

rharinambinina@yahoo.fr

L'universalisation de l'usage des outils numériques s'explique par leur intégration progressive dans les différents domaines de la vie éducative et professionnelle. Cette recherche essaye de vérifier si l'utilisation des supports d'interventions numériques aide à développer les habilités motrices d'un individu, plus particulièrement, des futurs enseignants d'Éducation Physique et Sportive. Elle est justifiée par l'amélioration de la performance motrice, l'accélération du processus d'apprentissage et le renforcement de l'engagement pour que l'enseignant pourra mieux conduire l'enseignement en travaux pratiques. Les différents paramètres en relation avec la maîtrise de la conduite d'enseignement sont la

gestion de temps, du groupe et aussi la mobilisation des étudiants selon les supports d'intervention utilisés. Ainsi, les outils numériques, faisant partis des supports d'intervention, deviennent-ils des médiateurs incontournables dans les processus d'apprentissage influençant le développement des habilités motrices vers l'acquisition des compétences motrices? Cette question nous mène à étudier la contribution des outils visuels tels que l'utilisation de la vidéo sur les pratiques enseignantes à travers une recherche-action.

Cette recherche s'appuie théoriquement sur l'étude de développement psychomoteur des étudiants en milieu universitaire et de l'andragogie. La méthodologie utilisée s'oriente vers une étude comparative du groupe expérimental et du groupe témoin à travers un test de performance sportive, des questionnaires sur l'engagement, d'une fiche d'auto-évaluation et de grille d'observation des habilités motrices. Chaque niveau d'habilités motrices sera évalué en travaillant la précision, la fluidité et la coordination dans la pratique du « step » en « fitness ». Elle vise à analyser que les supports d'intervention utilisés ne sont pas seulement des outils d'aide, mais aussi de véritables leviers d'apprentissage moteur et de professionnalisation en Éducation Physique et Sportive.

Cette recherche met en évidence l'importance de la maîtrise de la capacité d'exploitation et d'utilisation des différents supports d'intervention pédagogiques afin de favoriser une adaptation efficace aux réalités du contexte d'enseignement.

Communication 15 .Déconstruction des représentations sociales des mathématiques et développement de la confiance en soi chez les élèves du primaire

- Pre Evelyne AMANA**,** *École Normale Supérieure, Université de Yaoundé I*

amlyne69@yahoo.fr

L'éducation de base est le niveau d'enseignement où se mettent en place les bases de l'apprentissage futur. Les élèves y apprennent à lire, à écrire, à faire des opérations concrètes sur les mathématiques développées par Piaget et qui vont se complexifier plus tard parce qu'elles deviendront abstraites. À ce niveau d'enseignement, l'État camerounais a adopté une politique pour lutter contre les échecs et les redoublements à l'éducation.

Elle a été appelée « Promotion collective » en référence à l'Arrêté ministériel No315/B1/1464/M/NE du 13 février 2006. Ses principes postulent que les activités de remédiation progressive soient organisées pour soutenir les élèves qui rencontrent les difficultés d'apprentissage afin que le niveau requis soit atteint pour passer en classe supérieure. Cet arrêté est adossé à la loi d'Orientation No 98/004, dont l'objectif est de réduire les inégalités et assurer une éducation de base Pour Tous.

Cependant, pour les enseignants dans la majorité, l'application des principes de la politique de la promotion collective ne peut être efficace que si une compensation financière leur est accordés car ils sont appelés à soutenir les élèves en difficultés d'apprentissage à la fin des horaires réglementaires, travail qui nécessite des heures supplémentaires. Ce qui l'a rendue inefficace avec pour conséquences les élèves qui sortent du cycle primaire ayant des difficultés sur des matières telles que la lecture, les mathématiques, *etc*. et qui vont s'accentuer dans le secondaire.

À l'ère de la digitalisation, les perspectives de cette étude ouvrent sur la proposition de formation des enseignants pour un suivi individualisé à distance des élèves en difficultés d'apprentissage des mathématiques. Par ailleurs une collaboration parent-enfant à distance contribue à déconstruire des représentations négatives sur cette matière et à développer la confiance en soi chez les élèves pour l'efficacité de Promotion Collective.

Transition vers la séance de clôture et de synthèse. Le colloque international « L'Afrique francophone : la recherche comme levier d'un développement effectif des secteurs de l'éducation, de la santé et de l'économie verte » et ses contributions scientifiques dans le monde de la recherche.

- Dre RASOLONJAT Haingo Harinambinina**,** *École Normale Supérieure d'Antananarivo – Madagascar*
- Dr Nour Fahad, *Université de Picardie Jules Verne – Amiens, France*
- Dre Tounkara Cisse**,** *Université de Sonfonia – Guinée-Conakry*
- Dr Ibrahim Bakari**,** *Université Paris-Saclay – France*
- Houssam Hassani, *Université de Picardie Jules Verne*

16 h 30. Clôture officielle du colloque. Mot de clôture.

- Pr. Soilihi Moumini, *président d'honneur de l'association #ComoresTice.*

SESSIONS PARALLÈLES : ATELIERS, SYMPOSIUMS ET POSTERS

Les sessions d'**ateliers, de symposiums et de posters**, en présentiel ou à distance, se déroulent en parallèle des sessions de communications, dans une salle dédiée.

Trois communications sont regroupées autour de la thématique : « *Intelligence artificielle et éducation en Afrique : transformations des pratiques pédagogiques, développement des compétences et enjeux éthiques* »

Cette session vise à interroger les transformations induites par l'intelligence artificielle dans les systèmes éducatifs africains, en articulant les dimensions pédagogiques, professionnelles, sociales, éthiques et institutionnelles.

STANDS ET ATELIERS PRATIQUES

STAND #ComoresTice Éditions

L'édition africaine doit s'adapter à la réalité socioculturelle et traditionnelle de nos pays.

- *Équipe de ComoresTice- Editions*

STAND – ATELIER PRATIQUE

Utilisons l'IA de manière éthique et responsable pour produire de vraies connaissances scientifiques.

- *Équipe #ComoresTice Éducation*

STAND – ATELIER SANTE OCULAIRE EN AFRIQUE

Quand l'Afrique perd la vue : Comprendre les maladies des yeux et protéger la vision d'un continent en renaissance.

- *Équipe Nariwone 54 – Said Toihiri Mohamed*

SYMPOSIUM « IA ET ÉDUCATION »

Intervention 1. Perception des mutations sociétales et santé mentale des enseignants du cycle primaire au Cameroun face à l'IA

- Dr Bruno Ludwic BESSALA NDZIE BELINGA**,** *Université de Yaoundé 1 et d'Ebolowa*

Intervention 2. IA générative et compétences transversales : quand la technologie façonne le capital humain de demain.

- Dre Mihad Eddahani, *Université Ibn Zohr, Agadir – Maroc*

Intervention 3. Intelligence artificielle et sécurité documentaire : vers de nouvelles stratégies d'authentification et de lutte contre la fraude en Afrique.

- Dr Nour Fahad, *PDG d'Africa Digital & Education LTD – Rwanda*.

Important :

Le programme officiel du colloque est accessible sur le site web du colloque : www.comorestice.fr/programme-du-colloque-comorestice-4/

Et via ce QR CODE :